

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

[http://www.cairn.info/article.php?ID\\_REVUE=PE&ID\\_NUMPUBLIE=PE\\_051&ID\\_ARTICLE=PE\\_051\\_0035](http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=PE&ID_NUMPUBLIE=PE_051&ID_ARTICLE=PE_051_0035)

---

## Islam turc, islams de Turquie : acteurs et réseaux en Europe

par Samim AKGÖNÜL

| Institut français des relations internationales | Politique étrangère

2005/1 - Printemps

ISSN 0032-342x | ISBN 2-200-92054-7 | pages 35 à 47

---

Pour citer cet article :

— Akgönül S., Islam turc, islams de Turquie : acteurs et réseaux en Europe, Politique étrangère 2005/1, Printemps, p. 35-47.

---

Distribution électronique Cairn pour Institut français des relations internationales.

© Institut français des relations internationales. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

## Islam turc, islams de Turquie : acteurs et réseaux en Europe

Par **Samim Akgönül**

**Samim Akgönül** est historien et politologue, chercheur au laboratoire « Société, droit et religion en Europe » du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et chargé de cours à l'Université Marc Bloch de Strasbourg. Il travaille plus particulièrement sur les minorités religieuses en Turquie, dans les Balkans et en Europe occidentale.

L'Islam turc se partage depuis la laïcisation du pays entre un islam officiel et des islams oppositionnels. Cette division se retrouve dans les jeux d'influence qui traversent les communautés turques d'Europe : une immigration plus récente que celle venue d'autres pays musulmans. Se croisent, de plus, les stratégies de contrôle de l'État turc, et les ébauches d'auto-organisation de communautés délaissant de plus en plus le mythe du retour.

politique étrangère

La Turquie ne laisse personne indifférent. Bien avant le débat sur son éventuelle adhésion à l'Union européenne, elle était l'objet de controverses quant à sa place dans le monde occidental. En Turquie même, « l'euroanéité » fut toujours une source de passion et de raisonnement, un enjeu politique et civilisationnel de premier plan, depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. La recherche identitaire des Turcs va de pair avec la recherche identitaire européenne. En Europe même une série de valeurs sont discutées, dans tous les pays, y compris la Turquie, afin de définir les contours de l'appartenance européenne.

Le débat sur l'adhésion de la Turquie joue un rôle de catalyseur pour les réflexions que mènent les Européens sur leur propre identité. Des sujets jamais évoqués auparavant, comme la religion, considérés hier comme tabous, figurent aujourd'hui dans les plateformes politiques, sont présents dans les médias ou dans les échanges quotidiens. De tous les arguments en présence, c'est celui de la « différence culturelle » qui semble être le plus constant, le plus difficile à maîtriser, avec en arrière-plan, l'argument religieux.

« 99 % des Turcs sont des musulmans », se plaisent à dire les conservateurs turcs, sans préciser de quel islam il s'agit et quelle forme de religion affirment ces « 99 % ». Dans la déformation du regard occidental sur l'Orient, l'islam est une religion unique, et tous les musulmans ont des croyances, des pratiques, des visions du monde, des attitudes, des comportements, des réactions identiques. Cette vision contamine la perception que les musulmans ont d'eux-mêmes, lesquels se rassurent en dénombant les individus qui vivent dans les pays sociologiquement ou politiquement musulmans pour atteindre des chiffres élevés dans l'évaluation de l'importance de la communauté. Il est pourtant indéniabie que l'islam de Turquie est pluriel, tant du point de vue politique que dogmatique.

### **Islam officiel versus islam oppositionnel : confrontations et interpénétrations**

Depuis la fondation de la République turque, depuis que le laïcisme kémaliste a été érigé en idéologie fondatrice, constituante, du régime, depuis l'élaboration d'une religiosité officielle, « non offensive », l'islam oppositionnel a toujours existé, parfois souterrain, parfois au grand jour ; parfois populaire, parfois radical. L'islam oppositionnel qu'incarne la mouvance *Millî Görüş*<sup>1</sup> à partir des années 1970, ne se distinguait pas par son radicalisme : l'opposition de *Millî Görüş* a toujours été politique et non dogmatique.

Politiquement parlant, la question de l'islam officiel/l'islam oppositionnel n'est pas simple à définir. Mesurer le degré de croyance des Turcs, l'intensité du vécu confessionnel, largement teinté de significations identitaires, les interactions qui s'établissent entre la turcité et l'islam – parfois en rivalité féroce – est difficile. Pour les Turcs en émigration surtout, et leurs descendants, l'influence des processus de socialisation existant en Turquie demeure particulièrement présente.

Une deuxième particularité liée à l'islam turc d'opposition se situe au niveau des obédiences. Certes, la grande majorité des Turcs sont sunnites, mais la minorité religieuse principale du pays, les Alévis, ont une attitude particulière vis-à-vis de la pratique de l'islam, et notamment au sujet de l'imbrication de la vie spirituelle dans la vie civile.

1. Le mouvement politique qui incarne l'islam politique est sans conteste celui créé dans le sillage de Necmettin Erbakan, le *Millî Görüş*, littéralement « vision nationale », où le terme nation est utilisé dans son acception confessionnelle. Le vent de liberté d'expression et de liberté politique amené par la constitution libérale de 1961 a fait que tout au long des années 1960, plusieurs mouvances politiques ont pu voir le jour. C'est dans ce cadre qu'en 1970 l'islam politique turc se dote pour la première fois d'une formation politique propre : le Parti de l'ordre national sous la direction de Necmettin Erbakan. À partir de cette date, plusieurs interdictions l'ont frappé, le mouvement renaissant constamment sous d'autres noms. Il est particulièrement bien implanté en Europe.

Cette minorité hétérodoxe, fortement représentée dans l'émigration, ne se reconnaît pas dans les revendications des autres Turcs concernant la pratique du culte musulman et sa gestion, ni en Turquie ni en Europe. Pour rajouter à la complexité, il faut préciser que les Alévis peuvent être turcs comme kurdes, et que leurs revendications peuvent par conséquent revêtir des orientations plus ou moins politiques.

Longtemps, l'islam officiel a été assimilé en Turquie au réseau de la Direction des Affaires religieuses (*Diyanet İşleri Başkanlığı*)<sup>2</sup> les autres réseaux étant considérés comme d'islam oppositionnel. Historiquement, cette distinction doit être nuancée ; certes les réseaux autres que le *Diyanet* ne possèdent pas et n'ont jamais possédé officiellement de lieux de culte ; mais des mausolées visités par telle ou telle confrérie, certaines écoles coraniques et des salles de sport ont toujours appartenu à des groupes autres que le *Diyanet*. En outre, à partir des années 1950, mais surtout à partir des années 1970, ces mêmes groupes ont eu une influence incontestable dans la politique et l'administration turques. Le président réformiste Turgut Özal, qui a marqué les années 1980, était membre d'une confrérie ; à partir des années 1990 les ministères, notamment ceux de l'Éducation nationale et de l'Intérieur, ont été littéralement investis par des proches de *Millî Görüş* par exemple.

Enfin, une remarque conjoncturelle doit être ajoutée. Depuis 2002, le gouvernement turc, et la majorité écrasante des députés, sont affiliés à une formation issue des rangs de *Millî Görüş*. Même si, en apparence, l'*Adalet ve Kalkınma Partisi* (AKP) a pris ses distances avec le mouvement de Necmettin Erbakan, la quasi-totalité de ses cadres, et au premier chef l'actuel

**L'ensemble de la configuration turque se retrouve dans l'émigration, avec un poids accru pour l'islam non-officiel**

Premier ministre, ont été formés dans ce mouvement dès leur plus jeune âge, et ont assumé des fonctions importantes dans les partis successifs dirigés de facto ou de jure par N. Erbakan. La vision européenne qui considère le *Diyanet* (ou plutôt son émanation européenne le *Diyanet İşleri Türk İslam Birliği*, DİTİB) comme l'islam officiel, et le *Millî Görüş* comme l'islam oppositionnel est donc largement caduque.

2. La Direction des Affaires religieuses créée en 1924 bénéficie d'un budget considérable et emploie quelque 85 000 fonctionnaires religieux. Elle organise annuellement le pèlerinage de dizaines de milliers de fidèles turcs vers la Mecque. L'institution est secondée par une puissante fondation culturelle (*Diyanet Vakfı*) qui publie des recherches et des ouvrages de vulgarisation théologiques ou historiques. Elle édite, en outre, la version turque de l'encyclopédie de l'Islam. La fondation s'occupe aussi de l'organisation du culte islamique officiel dans l'immigration turque en Europe. Depuis quelques années, elle mène des activités de coopération dans les républiques et les régions turcophones de l'ancienne aire soviétique.

On peut même étendre cette remarque aux confréries. Il est de notoriété publique que les *Süleymancı*<sup>3</sup> et les *Nurcu*<sup>4</sup> sont extrêmement bien représentés actuellement dans les sphères du pouvoir turc.

### Islam turc en émigration : nouveaux champs, nouvelles configurations

Dans les années 1970 et 1980, des réseaux autres que le DITIB ont pu s'implanter dans l'émigration, s'y épanouir, s'y renforcer pour revenir ensuite vers la Turquie. La fondation même du DITIB – qui s'occupe des affaires religieuses des Turcs en émigration – est tardive, et réagit en partie aux « dangers » représentés par l'encadrement par d'autres réseaux : notamment par le *Millî Görüş* mais aussi par des réseaux non religieux, politiques, comme les réseaux d'extrême gauche.

L'islam « modéré » de Turquie n'est pas totalement imperméable aux mouvances radicales, prônant un islam activiste et exclusif. Chaque groupe de cet islam radical a sa propre histoire, en Turquie et hors des frontières turques, ses objectifs et ses méthodes propres. Ces groupes marginaux ne doivent pourtant pas être confondus avec l'islam domestique et privé, ni avec l'islam politique légitime.

Le groupe radical turc le plus connu, présent surtout en Europe mais aussi en Turquie, est appelé communément les *Kaplancı* – le nom officiel de ce groupe basé à Cologne étant : *Anadolu İslam Federe Devleti*, autrement dit « État islamique fédéral anatolien ». Il a été fondé en 1983 par Cemalettin Kaplan, ancien mufti d'Adana en exil volontaire en Allemagne, après un passage chez *Millî Görüş*.

3. La confrérie *Süleymancı* a été fondée par le cheik Süleyman Hilmi Tunahan, décédé en 1960. Très intégrés dans la politique turque, les *Süleymancı* possèdent plusieurs députés et ministres dans le gouvernement actuel. Ils présentent plusieurs points communs avec les *Nurcu* (« adeptes de la lumière ») mais sont également proches des pratiques confrériques des *Nakşibendi*. Le cheik fondateur attache sa généalogie spirituelle à la branche indienne des *Nakşibendi*, originaire d'Asie centrale. Cela dit, d'une manière contradictoire, les pratiques spirituelles des *Süleymancı* ne laissent pas de place aux pratiques confrériques classiques comme l'initiation ou *zıkr* (répétition silencieuse ou à haute voix des noms d'Allah).

4. La confrérie des *Nurcu*, originaire de l'Est de la Turquie essentiellement peuplé par des Kurdes, vit le jour à l'instigation de Bedi Üzzaman Sait Nursi (1876–1960). Il s'agit de la variante turque des mouvements mystiques nés à l'époque moderne et inspirés du soufisme. La pensée *nurcu* possède l'harmonie comme socle, l'harmonie entre la foi dans le Créateur et les connaissances scientifiques. Actuellement, le mouvement possède deux branches, une « orthodoxe » appelée *Yeni Asya* (« Nouvelle Asie ») et l'autre les *Fethullahçı* également appelés les *néo-nurcu*. La confrérie s'est dispersée à travers la Turquie au début du xx<sup>e</sup> siècle et en Europe dès 1960. On compte environ 2 millions de membres (Turquie, Allemagne, Suède, États-Unis). P. Dumont, « Les "disciples de la lumière". Le mouvement *nourdjou* en Turquie » in O. Carré, P. Dumont, *Radicalismes islamiques*, Paris, L'Harmattan, t. 1, 1985, p. 215-242.

L'ensemble de la configuration décrite ci-dessus se retrouve donc dans l'émigration, avec un poids accru pour les groupes religieux de l'islam non-officiel. Quelle qu'ait été leur position politique, les Turcs européens ont toujours fait objet d'une attention particulière de l'État turc – surtout en ce qui concerne la dimension religieuse. Ce constat mérite toutefois d'être nuancé. La Turquie, exportatrice de main-d'œuvre, n'a pas véritablement tenté d'organiser la vie de ses ressortissants jusqu'aux années 1980. Pour diverses raisons, dont la principale tient à la vision qu'avait Ankara de l'émigration – assez semblable à celle du pays d'accueil, en l'occurrence l'Allemagne dans les années 1960 –, comme d'un phénomène provisoire. La place laissée libre par l'État fut donc partiellement comblée par les partis politiques, surtout de la gauche ou de la droite radicales, ainsi qu'islamistes, plutôt que par les partis plus traditionnels du système, qui n'ont pas pris la mesure de l'importance de l'immigration. Peut-être aussi les partis radicaux, trouvant peu de terrain propice à leur épanouissement en Turquie, ont-ils volontairement tenté de s'implanter en terre d'émigration. Et ils y sont parvenus. Dans les années 1960, ces partis étaient marginaux sur la scène politique turque ; cette marginalisation a sans doute favorisé leur réorientation vers des espaces fertiles en mécontentements et donc propices à leur implantation<sup>5</sup>.

Cette primauté de l'implantation et du développement en Europe va surtout servir les islamistes qui font partie des coalitions gouvernementales à partir des années 1970. Une fois au pouvoir ou dans les sphères du pouvoir, ils ont donc pu activer leurs réseaux en Allemagne pour élargir leur implantation. Ce constat est aussi valable, à un moindre degré, pour les nationalistes turcs regroupés derrière le colonel Alpaslan Türkeş. Quant à l'extrême gauche, toujours très fragmentée, elle trouve son terrain de contestation à l'étranger, avec les « exilés » volontaires ou forcés.

Il est assez clair que ces mouvements misaient pour l'essentiel sur le mythe du retour. Islamistes, gauchistes ou nationalistes d'Europe visaient au changement en Turquie et n'avaient guère de revendications pour la terre d'accueil.

Avec le coup d'État militaire du 12 septembre 1980, l'aspect provisoire de l'immigration turque en Europe est de plus en plus contesté, par les immigrés eux-mêmes avec l'arrivée de la deuxième génération, née en

5. Selon Altan Gökalp « pour nombre de questions en Turquie (religion, politique, ethnisme) l'Allemagne constitue un sanctuaire – au sens du vocabulaire militaire – pour tout ce qui est interdit en Turquie » in A. Gökalp et E. Massicard, « L'immigration turque et sa configuration en Allemagne », rapport établi pour le programme européen Odysseus, 15 décembre 1999, p. 3.

Europe, mais aussi par Ankara qui tente désormais de constituer un lobby turc en Europe, considérant dès lors cette immigration comme permanente. Il ne s'agit pas d'encourager la germanisation, ou la francisation, des émigrés, mais de les encadrer comme communauté turque d'Europe prêtant allégeance à la Turquie. Une conception relativement contestée par les deuxième et troisième générations, qui définissent de plus en plus leurs revendications par rapport au pays d'adoption, sans pour autant rompre tout lien avec la mère patrie.

Depuis la seconde moitié des années 1980, on assiste donc en Europe à deux évolutions parallèles, mais non imperméables. D'une part la République turque investit fortement le terrain européen par de multiples organisations, dépendant de nombreux ministères, pour encadrer les populations turques issues des migrations ; d'autre part, les immigrés eux-mêmes s'organisent en un tissu associatif dense, au départ issu des mouvements politico-religieux de Turquie mais qui tente de s'affranchir de l'emprise des organisations originelles pour s'orienter vers des actions dans le pays d'adoption. Plus encore, on assiste à l'émergence d'organisations de jeunes Turcs issus de l'émigration de plus en plus détachées des préoccupations internes à la Turquie<sup>6</sup>. Il n'est pas rare non plus d'entendre des militants ou des sympathisants d'associations de ce genre (comme le Conseil de la jeunesse pluriculturelle de France, COJEP), adopter une démarche opposée aux préoccupations internes turques, ou présenter l'État turc comme un persécuteur systématique des musulmans de ce pays<sup>7</sup>...

Il n'est pas inutile de s'attarder sur ce dernier mouvement, formé, voici une vingtaine d'années, par des enfants de deuxième génération appartenant à des familles conservatrices proches du mouvement *Millî Görüş*. C'est en 1985 qu'un club de football est créé à Belfort sous le nom d'Association Jeunes Turcs. Cette dernière constitue en 1992 une fédération avec d'autres associations de la même mouvance, sous le nom de Conseil de la jeunesse pluriculturelle de France – le qualificatif pluriculturel étant plus un souhait qu'autre chose. La fédération fonctionne dès lors comme une branche jeune de *Millî Görüş*, mais s'éloigne progressivement des enjeux turco-turcs, réclamant de plus en plus de pouvoir au sein du mouvement. La première génération dominant toujours le mouvement et maintenant les activités orientées vers

6. F. Frégosi, « L'Islam en Europe, entre dynamiques d'institutionnalisation, de reconnaissance et difficultés objectives d'organisation », *Religions, droit et sociétés dans l'Europe communautaire*, Actes du XIII<sup>e</sup> colloque de l'Institut de droit et d'histoire religieux, Aix-en-Provence, 19-20 mai 1999, Aix-en-Provence, Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2000, p. 91-118.

7. F. Frégosi, « Jeunes musulmans turcs en France : le milieu associatif et son rapport à la citoyenneté et aux identités » in R. Leveau, K. Mohsen-Finan, C. Wihtol de Wenden (dir.), *L'Islam en France et en Allemagne*, Paris, Ifri-La Documentation française, 2001, p. 106.

la Turquie, les premières cassures apparaissent en 1996, le COJEP transférant son centre à Strasbourg. La rupture est consommée en 2000, le COJEP décidant d'abandonner *Millî Görüş*. Le passé est désormais occulté, et les activités radicalement tournées vers l'Europe. Les responsables de l'association – qui entre-temps a changé de nom pour devenir la LICEP, ou Ligue cojépienne d'éducation populaire –, souffrent de ne pouvoir effacer cette image liée au passé religieux. En 2004, leurs relations avec le gouvernement turc étaient cependant bonnes, et la LICEP devait initier la création d'une coordination des hommes d'affaires turcs en Europe.

L'expérience COJEP/LICEP demeure cependant singulière, dans sa volonté de couper le cordon ombilical avec la mère patrie. Une analyse fine de ses activités montre d'ailleurs que la rupture n'est complète ni avec la Turquie ni avec le *Millî Görüş*.

D'une manière générale les associations turques demeurent tournées vers leurs bases turques, et l'État turc a toujours une démarche d'encadrement des Turcs européens. Dans une tradition ultra-

paternaliste, les responsables turcs tentent de s'immiscer systématiquement dans tous les aspects de l'existence des populations émigrées. Les autorités turques sont à cet égard mues par la peur d'une dérive politique ou idéologique de certains groupes, dérive pouvant déboucher sur l'intégrisme religieux ou le séparatisme politique.

### L'encadrement religieux des Turcs européens par l'État turc influence l'ensemble du processus de socialisation de ces derniers

#### État turc et islam turc en Europe : une tentative d'encadrement paternaliste

L'encadrement religieux des Turcs européens par l'État turc influence l'ensemble du processus de socialisation de ces derniers dans le pays d'accueil. Il serait naïf de penser que les imams envoyés par Ankara pour prêcher ne sont là que pour des raisons culturelles et individuelles. Leur fonction dépasse très largement le cadre confessionnel et a des effets sur la manière de se comporter dans la société majoritaire.

La Direction des Affaires religieuses veille, en Turquie, au « bon » fonctionnement de la pratique religieuse grâce à des imams nommés, mais aussi à travers les prêches centralisés de la prière du vendredi. Cette régulation nationale a été étendue au niveau international depuis 1984, date de création du DITIB. Les imams sont sélectionnés, nommés et payés par l'État turc pour répandre une pratique religieuse « à la turque », individuelle, non-politique donc, mais tout de même régulée par le politique...

Les critères de sélection de ces imams opérant sur territoire européen ne sont pas clairs. Il s'agit pour la plupart de diplômés des écoles de formation des imams en Turquie (*Imam Hatip Okullari*), écoles secondaires dont les programmes sont alignés sur ceux des écoles publiques classiques, qui forment la grande majorité des imams de Turquie<sup>8</sup>. Si cette formation peut être suffisante pour la Turquie, elle est loin d'être satisfaisante pour une adaptation aux conditions particulières des communautés d'Europe. La connaissance de la langue et de la culture du pays de destination n'est ainsi que rarement, ou pas du tout, exigée. Malgré cela, la vitalité du réseau est perceptible ces dernières années à la lecture de la revue du *Diyanet*, également présente sur Internet<sup>9</sup>.

Les imams envoyés et salariés par l'État turc posent nombre de problèmes à la communauté turque et à la société d'accueil. Puisqu'ils ne connaissent généralement pas la langue et la culture du pays d'accueil, une sorte de marginalisation s'opère vis-à-vis des jeunes générations turques et de la société européenne majoritaire. Par contre, pour les anciennes générations d'immigrés turcs, ces imams constituent un lien indispensable avec l'islam à la turque, et donc un lien identitaire nécessaire.

De leur côté, les élites européennes dénoncent de plus en plus la politique de statu quo des États d'accueil, invoquant la nécessité de former les imams européens en Europe, pour contribuer à l'émergence d'un islam propre à l'Occident<sup>10</sup>. Mais la plupart des intellectuels européens s'opposent à la fois à l'emprise des pays d'origine et à celle des courants issus de cette immigration, susceptibles de prendre en charge la formation de l'encadrement religieux<sup>11</sup>. Sur ce point précis, ces mêmes élites rejoignent l'objectif turc : empêcher la radicalisation des positions islamiques par une supervision étatique de cette formation. Le paternalisme turc sert involontairement de modèle... La tendance à la prise en main de l'encadrement religieux (et donc culturel) par les jeunes populations issues des migrations turques semble cependant irréversible. Même le projet de création d'une faculté de théologie musulmane, qui devrait s'implanter à Strasbourg, ne pourra enrayer la tendance des confréries à former leur propre personnel, en refusant à la fois l'encadrement du pays d'origine et celui du pays d'accueil.

8. Pour une étude en français sur ces écoles voir F. Bilici, « Islam, modernité et éducation religieuse en Turquie » in S. Vaner (dir.), *Modernisation autoritaire en Turquie et en Iran*, Paris, L'Harmattan, 1991, p. 41-60.

9. Disponible sur <[www.diyenet.gov.tr/DIYANET/Index.htm](http://www.diyenet.gov.tr/DIYANET/Index.htm)>.

10. F. Frégosi (dir.), *La Formation des cadres religieux musulmans en France, Approches socio-juridiques*, Paris, L'Harmattan, 1998.

11. F. Frégosi, « Les filières nationales de formation des imams en France, l'Institut européen des sciences humaines et l'Institut des études islamiques de Paris », in F. Frégosi (dir.), *op. cit.* [10], p. 101-139.

## Les associations musulmanes turques en Europe : un réseau dense et actif

Les courants islamiques turcs d'Europe ont développé un islam social extrêmement actif. Focalisées sur le resserrement des liens communautaires, leurs actions se développent sur trois axes : création de mosquées, enseignement avec une réaffirmation de valeurs traditionalistes teintées d'ottomanisme, et entraide sociale et scolaire. Les statistiques montrent cependant qu'en dépit des efforts de ces mouvements, le contrôle étatique turc et la pratique religieuse « à la turque » demeurent majoritaires chez les Turcs européens. Une étude réalisée en Belgique<sup>12</sup> démontre qu'actuellement 66,2 % des jeunes Turcs interrogés fréquentent la mosquée du *Diyamet*.

En France les pourcentages sont quelque peu différents. Lors de trois études que nous avons menées en 2003 et en 2004 (dont deux en collaboration avec Franck Frégosi), une carte assez précise des courants de l'islam turc

présents en France a été établie. Nous avons pu ainsi dénombrer 266 associations à objet culturel regroupant des originaires de Turquie – ce décompte ne pouvant être exhaustif. Pour l'ensemble de la France, la répartition des associations culturelles turques est présentée dans le graphique qui suit<sup>13</sup>.

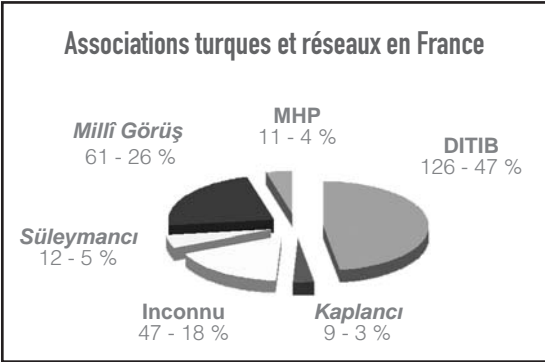
Pour l'interprétation de ce graphique, deux points importants doivent être relevés. Tout d'abord, aucune association turque gérant une salle de prière n'est « indépendante ». Toutes les associations culturelles

Islam turc en Belgique	
Appartenances politico-religieuses des mosquées	Nombre de fidèles
<i>Süleymançı, Nurcu</i> ou autre	15 (1,6 %)
<i>Millî Görüş</i>	50 (5,2 %)
<i>Türk-Islam Federasyonu</i> (extrême droite)	51 (5,3 %)
Mosquée sans appartenance	18 (1,9 %)
<i>Diyamet</i>	633 (66,2 %)
Ne fréquente aucune mosquée	188 (19,7 %)
<b>Total</b>	<b>955 (100 %)</b>

Sources : d'après U. Manço, « Religiosité islamique et intégration chez les jeunes hommes turcs de Belgique » disponible sur <[www.flwi.ugent.be/cie/umanco/umanco7.htm](http://www.flwi.ugent.be/cie/umanco/umanco7.htm)>.

12. U. Manço, « Religiosité islamique et intégration chez les jeunes hommes turcs de Belgique » disponible sur <[www.flwi.ugent.be/cie/umanco/umanco7.htm](http://www.flwi.ugent.be/cie/umanco/umanco7.htm)>.

13. Il faut noter que le tableau précédent concernait la fréquentation, les statistiques suivantes montrant l'affiliation des associations turques aux réseaux.



turques sont affiliées à un réseau : le réseau officiel (DITIB), ou le principal réseau non-officiel (*Millî Görüş*), ou encore d'autres réseaux confrériques ou politiques. Les associations dont l'affiliation est inconnue n'en sont pas moins affiliées à un réseau... Ainsi, les Turcs d'Europe présents sur le sol européen depuis moins longtemps que les autres populations issues des migrations, ne sont pas encore – ou seulement à la marge – dans une

démarche de construction d'un islam européen, se définissant avant tout par des affiliations à des réseaux, à des groupes qui sont l'écho de l'éventail politico-idéologique de la Turquie.

Le réseau DITIB domine en France, avec près de 50 % des salles de prière. Les associations ne sont pas organiquement rattachées au DITIB : telle ou telle organisation qui se sent proche d'Ankara fait simplement auprès du gouvernement turc une demande d'envoi d'un imam. Le deuxième réseau est celui de *Millî Görüş*, longtemps incarnation de l'islam oppositionnel, désormais recentré dans le paysage politique et idéologique de la Turquie et des Turcs d'Europe. En dépit des discours d'opposition passés et présents, les passerelles ont toujours existé entre l'islam officiel et *Millî Görüş* – surtout en Europe. La preuve en est que nombre d'imams appartenant maintenant à ce réseau ont déjà une carrière de *Diyanet* derrière eux.

**Les Turcs d'Europe ne sont pas encore dans une démarche de construction de l'islam européen**

Il n'est pas rare de voir un imam du DITIB ne pas vouloir rentrer à la fin de son mandat (3 ans) et abandonner sa carrière de fonctionnaire du *Diyanet*. Certains de

ces anciens étant récupérés par d'autres réseaux européens, notamment et surtout par *Millî Görüş*. Le centre du réseau se trouve à Cologne. D'autres passerelles existent, notamment entre le DITIB, *Millî Görüş* et la confrérie des *Süleymancı*. On a pu dénombrer en France 12 associations dépendant de ce réseau avec une dénomination quasiment identique partout : centre culturel turc. Dans les associations liées aux *Süleymancı*, l'accent est surtout mis sur l'instruction. Le centre du réseau se trouve également à Cologne.

Ces passerelles n'empêchent pas l'existence de petits réseaux plus imperméables. Le réseau le plus marginalisé est celui des *Kaplancı*, qui n'entretient strictement aucune relation avec les autres associations turques. Nous avons pu compter neuf associations qui entrent, en France, dans ce cadre – ce chiffre étant le fruit d'un constat empirique

et non une donnée statistique, aucune de ces associations n'ayant accepté de nous recevoir pour nous informer sur ses activités. Les *Kaplançı* ont également leur centre à Cologne. Ce n'est pas le cas des associations dépendant de la Fédération des associations des familles turques unies de France. Il s'agit là d'associations proches des milieux nationalistes turcs, notamment dans la lignée du Parti du mouvement nationaliste (*Milliyetçi Hareket Partisi*), dont les membres sont aussi appelés les « lous gris ». Bien qu'ouvertes au dialogue avec l'extérieur, ces associations entretiennent peu de rapports avec l'islam, officiel ou non. La Fédération possède ses propres réseaux en Turquie pour le recrutement d'imams et d'instructeurs. Nous avons pu dénombrer 11 associations intégrées dans cette fédération.

Signalons enfin qu'à côté de ces associations qui gèrent une salle de prière, existent d'autres associations à connotation religieuse, comme la confrérie des *Nakşibendi*<sup>14</sup>, qui ne possèdent pas de salles de prière mais des *tekké*, ou *dergah*<sup>15</sup>, plus adaptés à la méditation silencieuse. N'oublions pas non plus les néo-nurcu, autrement dit les *Fethullahçı*, une nébuleuse financièrement très puissante dont le chef, Fethullah Gülen, se trouve en exil volontaire aux États-Unis. Les défenseurs de ce mouvement estiment incarner un islam moderne, ouvert, modéré. Pour ses opposants, Fethullah Gülen et ses militants dissimulent leurs véritables objectifs sous une image d'ouverture. Le fait est que dans de nombreux pays, notamment en Asie centrale, dans les Balkans et même en Europe occidentale, le groupe possède ses propres écoles. En France même, les associations qui dépendent de ce groupe affichent souvent des noms contenant les termes de dialogue, de tolérance, et s'investissent surtout dans le soutien scolaire, assurent des cours privés, etc., sans gérer de salles de prière.

\*\*\*

14. Confrérie soufie mystique traditionnelle originaire d'Asie centrale (XIV<sup>e</sup> siècle). La distinction des *Nakşibendi* réside en la pratique du *zıkr* silencieux (*gizli zıkr*). Le *zıkr* (ou le *dhıkr*) est la récitation intérieure ou à haute voix des formules prédéfinies en prêtant une attention particulière à la respiration.

15. Les *tekké* sont des lieux de réunion, de méditation et de cérémonies pour les confréries soufies. Ils portent plusieurs appellations selon leur taille et leur implantation. Dans le contexte turc, les petits *tekké* sont appelés *zaviye* et les grands des *dergah*. Lorsqu'il s'agit des *tekké* centraux ou bien d'un lieu de pèlerinage, on parle d'*asitane*. Souvent dans l'espace turco-ottoman les *tekké* font partie d'un complexe beaucoup plus vaste comprenant les cellules des *soufis*, des cuisines, des salles de *zıkr*, une mosquée et un mausolée d'un saint. Dans le contexte européen, les *tekké* sont des maisons ou appartements possédant une salle de cérémonie, une salle de méditation, une cuisine et parfois des chambres.

L'islam turc est certes particulier, comme l'islam d'autres cultures, comme l'islam indonésien, ou indien. Comme dans d'autres contextes géographiques ou historiques, l'islam turc a subi des influences diverses, et continue de les subir. Concernant la religion des Turcs, il serait d'ailleurs plus judicieux de parler *des* islams et non *d'un* islam, dans la mesure où non seulement les Turcs se rattachent à des branches différentes de cette religion, mais où leur vécu sociologique du fait religieux varie selon leur catégorie socioprofessionnelle, leur degré d'éducation, leur implantation géographique, etc.

Ces différentes manières d'appartenir à l'islam, ces diverses voies de socialisation *via* l'islam constituent un paramètre, parmi de multiples autres, à prendre en compte dans les relations turco-européennes. Les autres paramètres – économiques, sociaux, politiques, historiques, géographiques – ne doivent pas être occultés par le facteur « islam ».

Les réseaux politico-religieux, implantés en Europe depuis les années 1970 et 1980, deviennent cependant depuis quelques années de nouveaux acteurs spécifiques à l'Europe. La normalisation de la vie politique turque fait que les groupes émigrés n'ont plus autant de ferveur à se projeter dans l'éventail politique interne de la Turquie. Les rivalités s'estompent, les différences de vue s'affadissent. En outre, depuis la fin des années 1990, l'islam politique « modéré » fait indéniablement partie des sphères dirigeantes du pays, et les élites turques incluent désormais, tant au niveau politique qu'administratif, tant dans le monde des affaires que dans l'intelligentsia, des éléments appartenant à la mouvance conservatrice, soucieux des valeurs musulmanes, économiquement libéraux. D'où le discours sur les « musulmans démocrates ». Les réseaux européens n'ont donc plus autant de motivation pour conquérir le pouvoir en Turquie, détenu hier, selon eux, par l'establishment militaro-bureaucratique : la conquête est faite.

Quant aux préoccupations des originaires de Turquie qui vivent en Europe, elles se concentrent de plus en plus sur le pays de résidence, dans un mouvement naturel propre à la (aux) deuxième(s) génération(s). Mais le débat sur l'islam politique a fait son apparition en Europe, autour du triptyque « assimilation/insertion/intégration » – et cela plus encore depuis le 11 septembre. Les réseaux turcs prennent part à ce débat, même s'ils donnent l'impression de se tenir quelque peu en retrait, notamment en France.

On prendra garde de rappeler, enfin, qu'après de ces réseaux, extrêmement actifs et dynamiques, existe une grande majorité de Turcs qui ont soit des rapports strictement individuels, soit des rapports assez lâches, avec la religion, voire pas de rapports du tout. Mais pour l'observateur moyen, l'islamité reste la principale composante identitaire des Turcs, stigmaté irréductible d'altérité.

PE

---

### MOTS-CLÉS

Turquie  
Islam  
Immigration turque  
Europe